

1 446 €

C'est le montant des investissements que consacrent les régions par élève de lycée public en 2014. Une somme deux fois plus élevée que celle des départements (708 euros) et trois fois plus élevée que celle des communes (458 euros). Les communes, de leur côté, supportent des charges de personnel et de fonctionnement bien plus élevées que les départements et les régions, étant donné le nombre d'écoles publiques : près de 47 000 en 2014, contre 5 300 collèges et 2 500 lycées.



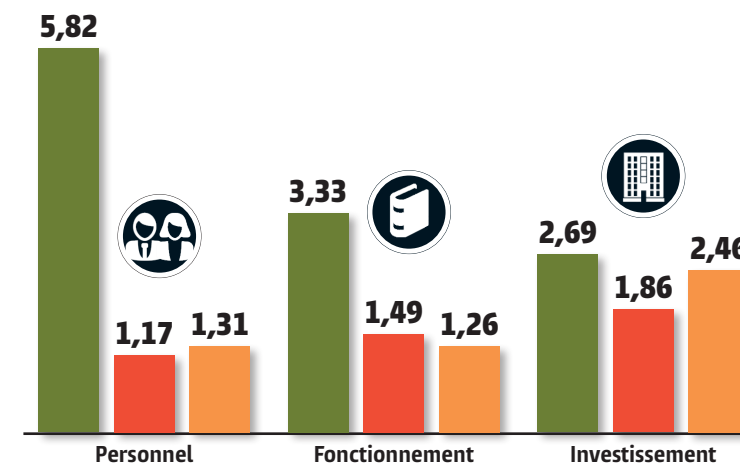
En mai 2015, un nouveau plan numérique pour l'éducation a été annoncé par François Hollande.

P. PROUST / PHOTOPQR

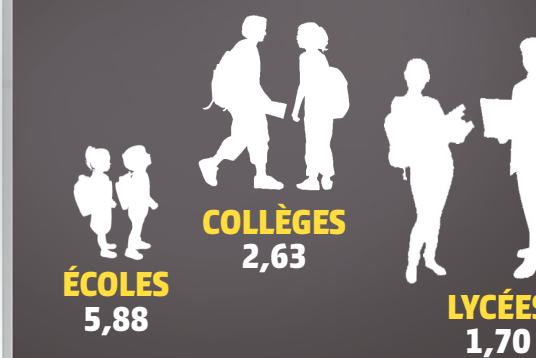
DÉPENSES D'ÉDUCATION DES COLLECTIVITÉS EN 2014

En milliards d'euros

■ Communes (écoles) ■ Départements (collèges) ■ Régions (lycées)



Nombre d'élèves à la rentrée 2014 dans les établissements publics (en millions)



Source : MENESR-DEPP, 2015.
Infographies : E. Clément.

Financements

L'éducation est-elle vraiment nationale?

Les collectivités territoriales supportent une part importante du financement de l'éducation. En 2014, leur part globale atteignait 35,2 milliards d'euros, soit près du quart de la dépense intérieure d'éducation. Mais les disparités territoriales restent importantes.



L'éducation est-elle encore nationale? C'est la question que pose Charlotte Magri, enseignante dans les quartiers nord de Marseille, dans une lettre ouverte à Najat Vallaud-Belkacem pour l'alerter sur l'état de délabrement de son école.

La commune, le département et la région ont respectivement la charge des écoles, des collèges et des lycées. Propriétaires des locaux, ils en assurent «la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement», dispose la loi. Aux locaux, se rajoutent la cantine, le périscolaire, les activités artistiques, les

équipements numériques, les livres scolaires... Le tout est tributaire des finances locales et des décisions politiques. La polémique à propos des écoles des quartiers nord de Marseille, outrageusement délabrées, est une flagrante illustration des inégalités territoriales en matière d'éducation. En 2011, une étude de l'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes (Andev) pointait les écarts entre écoles : de 1 à 10 pour les frais de fonctionnement, quand les crédits annuels d'investissement variaient de 0 à plus de 1800 euros par élève.

BÂTI : DES INÉGALITÉS TERRITORIALES

«Depuis l'indigence si vétuste qu'elle vous insulte, jusqu'au confort esthétique confinant à la débauche technologique, nous autres enseignants savons bien à quel point, d'une école à l'autre, vous changez de monde», écrit Charlotte Magri à la ministre. La mairie de Marseille (855 400 hab.) botte en touche, mettant en avant les 21,5 millions d'euros de gros travaux réalisés

en 2015, pour un patrimoine de 444 écoles publiques. A titre de comparaison, Paris (2,23 millions d'hab.) a dépensé 47 millions de travaux pour ses 662 écoles en 2015, Colomiers (38 300 hab., Haute-Garonne), 3,5 millions pour 15 écoles. Et le département de la Seine-Saint-Denis, qui compte 125 collèges, a quant à lui budgété 80 millions d'euros d'investissement pour ces établissements en 2015, une somme qui entre dans un vaste plan «collèges» de 610 millions d'euros de travaux sur le mandat. «Dans notre département, le plus jeune de France, nous mettons le paquet sur l'éducation pour réduire les inégalités. C'est une question de choix politique», martèle Stéphane Troussel, président (PS) du conseil départemental.

«Il y a des inégalités territoriales en termes de bâti», confirme Paul Monnoyer, président de l'Andev. «Un grand nombre d'écoles datent de l'après-guerre ou des années 70. Des collectivités ont plus de mal que d'autres à anticiper l'entretien des locaux. Les grandes villes ont un service pour suivre le patrimoine, quand d'autres attendent que tout tombe pour faire des travaux. Souvent, les très petites communes tiennent à leur école pour maintenir leur population et font tout pour la garder en bon état.»

«Les grandes villes ont un service "patrimoine", quand d'autres attendent que tout tombe pour faire des travaux.»

Paul Monnoyer, président de l'Andev

Pour Agnès Le Brun (LR), rapporteure de la commission «éducation» de l'Association des maires de France (AMF), «aucun maire ne souhaite avoir des écoles délabrées». Si tel est le cas, la faute revient «aux transferts de charges de plus en plus élevées». Le département du Nord, l'un des plus en difficulté, a d'ailleurs renoncé au programme de construction et de rénovation de ses collèges prévus par l'ancienne majorité.

LE NUMÉRIQUE À MARCHE FORCÉE

Le plan numérique pour l'éducation, lancé par François Hollande le 7 mai 2015 et doté d'un milliard d'euros sur trois ans, vise à équiper tous les collégiens d'un outil numérique d'ici à 2018. Le premier appel à projets s'est clôturé le 30 janvier, pour équiper 40% des élèves de 5^e d'une tablette. Pour un euro investi par les départements, l'Etat apporte un euro, dans la limite de 380 euros par élève. Il s'est aussi engagé à former les enseignants. Mais communes et départements réclament des garanties avant toute demande d'investissement. «Les communes ont déjà beaucoup investi dans le numérique. Combien de tableaux numériques sont-ils restés dans leur carton faute de formation des enseignants? Nous voulons une évaluation par anticipation», insiste Agnès Le Brun. Si l'AMF et l'Assemblée des départements de France (ADF) saluent les intentions louables de ce plan, elles questionnent l'intérêt d'équiper tous les élèves. «Il y aura forcément des doublons. Pourquoi ne pas plutôt aider les familles en difficulté?»

TÉMOIGNAGE

«Notre politique n'est pas d'équiper tous les collégiens d'une tablette»

«Depuis l'an 2000, nous avons mis en place des espaces numériques de travail, un raccordement au haut-débit, nous avons renouvelé les serveurs et les ordinateurs... En 2015, toutes les classes sont équipées d'un vidéoprojecteur et tous les collèges d'une classe mobile, un chariot de trente tablettes qui circule selon les besoins. Cette année, nous avons répondu à l'appel à projets du ministère pour équiper quatre collèges de tablettes, à hauteur de 170 000 euros. L'intérêt de cette opération est bien sûr le cofinancement, mais elle permet aussi d'observer la façon dont vont vivre ces équipements, le comportement des élèves, l'intérêt des professeurs. En revanche, nous sommes contre l'équipement systématique des collégiens. D'ici cinq ans, les élèves amèneront leur propre tablette, qui fera partie de l'équipement de base du collégien, comme la calculatrice. Il faut se doter d'une infrastructure réseau qui puisse supporter la charge et se préparer à la gestion d'un parc hétérogène.»



R. LAFABREGUE / ALPACA / ANDIA

CHRISTIANE GUICHERD, élue (LR) chargée des collèges, de la vie associative et de la citoyenneté au conseil départemental du Rhône

●○◇ Face aux investissements que cela représente, l'ADF le dit tout net: «On ne peut pas supporter financièrement de doter les enfants d'une tablette ad vitam æternam.» Le coût d'une tablette, l'ADF l'évalue à 450 euros, auxquels s'ajoutent les frais de maintenance (172 euros), ainsi que la mise à niveau des réseaux informatiques, que certains départements chiffrent à 100 000 euros par collège.

Quant à l'appel à projets par établissement, pour l'ADF, c'est la mauvaise méthode. «Cela crée un effet d'aubaine qui profite aux collèges déjà dynamiques, creusant les inégalités entre établissements. Le numérique doit être un projet de territoire, pas de collège. Construire l'écosystème numérique par bassin d'éducation permettrait d'en mutualiser les coûts», insiste l'ADF. Du côté des régions, qui investissent le plus par élève, la révolution du numérique semble digérée. «Accès haut débit, responsables numériques dans les établissements, tout cela est intégré dans la politique générale régionale. Personne n' imagine que les régions ne prennent pas en compte ces besoins dans leurs investissements pour les lycées», confirme Philippe Richert (LR), président de l'Association des régions de France (ARF).

LA SÉCURITÉ NE PASSE PAS FORCÉMENT PAR DES PORTIQUES

Le climat d'insécurité consécutif aux attentats de novembre va-t-il peser sur les budgets «éducation» des collectivités pour sécuriser les établissements

scolaires? «Nous n'avons pas l'argent pour placer un policier municipal à l'entrée de chaque école», rétorque Agnès Le Brun. Ce qui n'empêche pas de doter de visio-phonie les écoles qui en ont besoin. Mais cela ne viendra pas déséquilibrer les budgets des collectivités. Ainsi, le département du Rhône équipe les collèges qui le souhaitent de vidéosurveillance extérieure. «Ce n'est pas une dépense très lourde, 20 000 euros tout au plus

par collège, et cela dissuade les dégradations», convient Christiane Guicherd, élue (LR) chargée des collèges. Quant à équiper les établissements de portiques de sécurité, le département du Rhône n'y songe pas. «Ils ont leur

limite. Faire signer les personnes qui pénètrent dans le collège est déjà un gage de sécurité», estime l'élue.

Laurent Wauquiez, président (LR) de la région Rhône-Alpes-Auvergne, est le seul à en avoir fait une priorité de mandat. En janvier, il annonçait qu'il consacrerait 20 millions d'euros à l'installation de portiques de sécurité devant les lycées. «Nous allons commencer par sécuriser quinze lycées à titre expérimental en y consacrant 1,5 million d'euros. Des proviseurs en ont fait la demande, cela vient du terrain», assure Béatrice Berthoux, vice-présidente (LR) du conseil régional chargée des lycées, qui estime à 100 000 euros le coût de sécurisation d'un lycée. ● Michèle Foin

Communes et départements réclament des garanties avant toute demande d'investissement.